

ATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE  
A/C.2/L.313  
28 janvier 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 28 de l'ordre du jour

CREATION D'UNE RESERVE MONDIALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES :  
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. J.P. BANNIER (Pays-Bas)

Note d'introduction : En distribuant son projet de rapport, le Rapporteur prie les délégations qui désireraient proposer des modifications à ce projet de bien vouloir les soumettre soit à lui-même, soit au secrétaire de la Commission, au plus tard à la fin de la séance qui aura lieu mercredi matin, 30 janvier 1957. Comme les comptes rendus analytiques des débats de la Commission sont à la disposition des représentants aux séances plénières, le Rapporteur n'a pas cherché à résumer ces débats. Cette méthode est conforme à la procédure généralement admise et à la pratique suivie dans le passé par la Deuxième Commission.

1. A sa 578ème séance plénière, le 15 novembre 1956, l'Assemblée générale a renvoyé à la Deuxième Commission, pour examen et rapport, le point 28 de son ordre du jour intitulé "Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires : rapport du Conseil économique et social".

2. La Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Conseil économique et social, chapitre V, section 1 (A/3154)<sup>1/</sup>  
Questions de développement économique. Mémoire du Secrétaire général (A/3192)  
Texte de la déclaration faite par le représentant du Costa-Rica à la 415ème séance, distribué à la demande du Président (A/C.2/L.298)

Elle a été également saisie des projets de résolution et amendements ci-après :

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution (A/C.2/L.297 et Corr.1, A/C.2/L.297/Rev.1 et Corr.1, en espagnol seulement, A/C.2/L.297/Rev.2)

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément No 3.

Danemark : amendement au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.299)

Birmanie et Thaïlande : amendement au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.303)

Egypte : amendements au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.309)

Ceylan, Inde et Indonésie : projet de résolution (A/C.2/L.307 et Rev.1)

Egypte : projet de résolution (A/C.2/L.308).

3. La Commission a consacré neuf séances à l'examen du point 28 (A/C.2/SR.415 à 419, 421 et 425 à 427). Vingt-trois délégations ont participé à la discussion générale. Le Directeur général de la FAO a également fait une déclaration à la 421ème séance, le 22 janvier 1957.

4. A sa 415ème séance, la Commission a reçu un projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.297 et Corr.1) aux termes duquel il était proposé que l'Assemblée générale, a) considérant qu'il est souhaitable d'atteindre les objectifs énoncés dans sa résolution 827 (IX), b) considérant que l'un de ces objectifs est l'utilisation éventuelle de réserves de produits alimentaires pour remédier aux pénuries imprévisibles de produits alimentaires, c) considérant en outre que de nombreux pays ont besoin de constituer des réserves nationales de produits alimentaires ou de les accroître, et reconnaissant que de nombreux pays, qui sont aux premiers stades de leur développement économique, rencontrent des difficultés particulières lorsqu'ils veulent constituer des réserves adéquates, d) notant que le Conseil économique et social, dans sa résolution 621 (XXII), demande au Secrétaire général de faire rapport au Conseil, pour sa vingt-quatrième session, en indiquant notamment s'il est possible d'utiliser - et, dans l'affirmative, de quelle manière - les réserves de produits alimentaires pour remédier aux pénuries imprévisibles de produits alimentaires, 1) prie le Secrétaire général d'inclure dans son rapport une analyse des possibilités de favoriser, par voie de consultations entre pays membres importateurs et exportateurs, l'utilisation d'excédents de produits agricoles pour constituer des réserves nationales en vue de faire face à des situations d'urgence ou d'empêcher une hausse excessive des prix résultant soit d'une insuffisance de l'offre locale de produits alimentaires, soit d'un accroissement de la demande dû aux programmes de développement économique; et 2) invite les pays membres qui sont en mesure de fournir des excédents à poursuivre leurs consultations avec d'autres pays membres, par l'intermédiaires des organes compétents créés par la FAO, en vue de faciliter la création de réserves nationales de produits alimentaires.

/...

5. A la 416ème séance, le Danemark a présenté un amendement au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.299), dans lequel il était proposé d'ajouter au paragraphe 2 du dispositif, après le mot "excédents", le membre de phrase suivant : "compte tenu des principes de la FAO selon lesquels il convient d'éviter tous effets néfastes sur les structures normales de la production et des échanges internationaux".

6. A la 421ème séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un texte révisé (A/C.2/L.297/Rev.1) de son projet de résolution initial (A/C.2/L.297). Dans ce texte révisé, le troisième et le quatrième alinéas du préambule avaient la teneur suivante :

"Considérant en outre que de nombreux pays peuvent avoir besoin à cette fin de constituer des réserves nationales ou de les accroître, et reconnaissant que de nombreux pays qui sont aux premiers stades de leur développement économique rencontrent des difficultés particulières lorsqu'ils veulent constituer des réserves adéquates, du fait, par exemple, que dans les pays moins développés, le niveau de la consommation est en règle générale relativement bas,

"Notant que le Conseil économique et social, dans sa résolution 621 (XXII), demande au Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de faire rapport au Conseil pour sa vingt-quatrième session, en indiquant notamment s'il est possible d'utiliser - et, dans l'affirmative, de quelle manière - les réserves de produits alimentaires pour remédier aux pénuries imprévisibles de produits alimentaires,";

en outre, le préambule comprenait un cinquième alinéa, ainsi conçu :

"Notant en outre que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture procède actuellement à une étude spéciale de la question de la création de réserves nationales pour faire face à des situations d'urgence,".

Selon le texte révisé du dispositif du projet de résolution, il était proposé que l'Assemblée générale : a) prie le Secrétaire général, lorsqu'il élaborera son rapport en exécution de la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social, d'y inclure, en se fondant sur ses consultations avec la FAO, une analyse des possibilités et de la désirabilité de favoriser, par voie de consultations entre pays membres importateurs et exportateurs, l'utilisation d'excédents de produits alimentaires pour constituer des réserves nationales à utiliser conformément à des principes internationalement acceptés : i) pour faire face à des situations d'urgence; ii) pour empêcher une hausse excessive des prix résultant d'une insuffisance de l'offre locale de produits alimentaires; iii) pour empêcher une hausse des prix résultant d'un accroissement de la demande dû aux programmes de développement économique, facilitant ainsi le développement économique des pays moins

/...

développés; b) prie le Conseil économique et social d'envisager la possibilité de surseoir jusqu'à sa vingt-cinquième session à l'examen du rapport du Secrétaire général afin d'être en mesure de tenir pleinement compte des discussions et des études techniques d'experts qu'on entreprend à la FAO au sujet de la création de réserves nationales de produits alimentaires; c) invite les pays membres tant importateurs qu'exportateurs à poursuivre leurs consultations par l'intermédiaire des organes compétents créés par la FAO en vue de faciliter la création de réserves nationales de produits alimentaires, en tenant dûment compte des principes de la FAO pour l'écoulement des excédents, notamment de la nécessité d'éviter des atteintes préjudiciables aux systèmes normaux de production et d'échanges internationaux et de faire en sorte que l'utilisation de réserves excédentaires aboutisse à un véritable accroissement de la consommation conformément à la définition donnée dans les principes de la FAO.

Comme ce texte révisé tenait compte de l'amendement présenté par le Danemark (A/C.2/L.299), cet amendement a été retiré par son auteur.

7. A la même séance, un amendement au projet de résolution révisé des Etats-Unis (A/C.2/L.297/Rev.1) a été présenté par la Birmanie et la Thaïlande (A/C.2/L.303); il s'agissait d'ajouter, après le paragraphe 1 du dispositif, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"2. Prie également le Secrétaire général d'examiner si cette utilisation des excédents de produits agricoles entraînera un déplacement des marchés de ces produits et d'étudier les conséquences qui pourraient en résulter pour la situation économique et financière des pays sous-développés dont l'économie dépend principalement de l'exportation de produits agricoles similaires;"

La numérotation des paragraphes suivants du dispositif devait être modifiée en conséquence.

8. A la 426ème séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique, se référant en particulier à l'amendement présenté par la Birmanie et la Thaïlande, a révisé de nouveau son projet de résolution en insérant après le premier paragraphe du dispositif un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"2. Prie également le Secrétaire général, lorsqu'il recherchera s'il est possible et souhaitable d'utiliser à ces fins les excédents de produits alimentaires d'examiner si cette utilisation des excédents de produits alimentaires peut entraîner un déplacement des marchés de ces produits et d'étudier les conséquences qui pourraient en résulter pour la situation économique et financière des pays dont l'économie dépend principalement de l'exportation de produits similaires;"

/...

la numérotation des paragraphes suivants étant modifiée en conséquence (A/C.2/L.297/Rev.2). Les représentants de la Birmanie et de la Thaïlande ont alors retiré leur amendement (A/C.2/L.303).

9. A la même séance, la Commission a reçu :

i) Un projet de résolution présenté par l'Egypte (A/C.2/L.308), proposant que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, lorsqu'il élaborera son rapport en exécution de la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social, d'y faire figurer, après consultation avec la FAO, une étude de la possibilité de créer un "Fonds alimentaire mondial";

ii) Un projet de résolution présenté par Ceylan, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.307), proposant que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en consultation avec la FAO et d'autres institutions, de créer un groupe de travail chargé d'étudier les possibilités pratiques de mettre en oeuvre les diverses propositions faites dans le rapport de la FAO (E/2855), ainsi que les différentes suggestions formulées au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale, et de soumettre le rapport dudit groupe de travail au Conseil économique et social, à sa vingt-deuxième session, en même temps que le rapport qu'il est chargé de préparer en application de la résolution 621 (XXII) du Conseil.

10. Le représentant de l'Egypte a également présenté des amendements (A/C.2/L.309) au projet de résolution révisé des Etats-Unis (A/C.2/L.297/Rev.2), tendant à remplacer, dans les deuxième et quatrième alinéas du préambule, les mots "aux pénuries imprévisibles de produits alimentaires" par les mots "à la famine et à d'autres situations d'urgence". Le représentant des Etats-Unis a accepté le premier amendement égyptien portant sur le deuxième alinéa du préambule de son projet de résolution et le représentant de l'Egypte a déclaré qu'il n'insistait pas pour faire adopter son deuxième amendement.

11. Le projet de résolution révisé des Etats-Unis (A/C.2/L.297/Rev.2), le deuxième alinéa du préambule étant modifié par l'amendement égyptien (A/C.2/L.309), a été adopté à l'unanimité.

12. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution I qui figure dans l'annexe au présent rapport.

13. La Commission a examiné le projet de résolution des trois Puissances (A/C.2/L.307) à ses 426ème et 427ème séances. Compte tenu des débats, des changements de rédaction suggérés par le représentant de l'Irlande et de la

/...

proposition du représentant de l'Argentine relative à la possibilité de fondre en un texte les projets de résolution soumis respectivement par Ceylan, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.307) et par l'Egypte (A/C.2/L.308), les auteurs du projet de résolution des trois Puissances ont révisé comme suit le dispositif de leur proposition (A/C.2/L.307/Rev.1) :

"Prie le Secrétaire général, en consultation avec la FAO et d'autres institutions, d'examiner l'opportunité de créer un groupe de travail chargé d'étudier les possibilités pratiques de mettre en oeuvre les diverses propositions présentées dans le rapport de la FAO (E/2355), y compris la possibilité de créer un 'Fonds alimentaire mondial', ainsi que les différentes suggestions faites au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale, et de rendre compte au Conseil, au plus tard à sa vingt-quatrième session, afin qu'il prenne les mesures appropriées."

A la 427ème séance, le représentant de l'Egypte a proposé de modifier ce texte révisé du dispositif en supprimant les mots "y compris la possibilité de créer un 'Fonds alimentaire mondial'"; cette modification a été acceptée par les auteurs du projet de résolution. Le représentant de l'Egypte a déclaré en outre qu'il ne demandait pas que l'on donne suite à son projet de résolution (A/C.2/L.308).

14. Le projet de résolution révisé présenté par Ceylan, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.307/Rev.1), tel qu'il avait été modifié par l'Egypte, a été adopté par 33 voix contre 9, avec 18 abstentions.

15. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution II qui figure dans l'annexe au présent rapport.

ANNEXE

CREATION D'UNE RESERVE MONDIALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Projet de résolution I

COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE DE LA CREATION DE RESERVES NATIONALES DE  
PRODUITS ALIMENTAIRES

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il est souhaitable d'atteindre les objectifs énoncés dans sa résolution 827 (IX),

Considérant que l'un de ces objectifs est l'utilisation éventuelle de réserves de produits alimentaires pour remédier à la famine et à d'autres situations d'urgence,

Considérant en outre que de nombreux pays peuvent avoir besoin à cette fin de constituer des réserves nationales ou de les accroître, et reconnaissant que de nombreux pays qui sont aux premiers stades de leur développement économique rencontrent des difficultés particulières lorsqu'ils veulent constituer des réserves adéquates, du fait, par exemple, que dans les pays peu développés le niveau de la consommation est en règle générale relativement bas,

Notant que le Conseil économique et social, dans sa résolution 621 (XXII), demande au Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de présenter au Conseil, à sa vingt-quatrième session, un rapport indiquant notamment s'il est possible d'utiliser - et, dans l'affirmative, de quelle manière - les réserves de produits alimentaires pour remédier aux pénuries imprévisibles de produits alimentaires,

Notant en outre que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture procède actuellement à une étude spéciale de la question de la création de réserves nationales pour faire face à des situations d'urgence,

1. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il élaborera son rapport en exécution de la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social, d'y indiquer, en se fondant sur ses consultations avec la FAO, dans quelle mesure il est possible et souhaitable de favoriser, par voie de consultations entre pays membres importateurs et exportateurs, l'utilisation d'excédents de produits alimentaires pour constituer des réserves nationales à utiliser conformément à des principes internationalement acceptés :

/...

- a) Pour faire face à des situations d'urgence;
- b) Pour empêcher une hausse excessive des prix résultant d'une insuffisance de l'offre locale de produits alimentaires;
- c) Pour empêcher une hausse excessive des prix résultant d'un accroissement de la demande dû aux programmes de développement économique, ce qui faciliterait le développement économique des pays peu développés;

2. Prie également le Secrétaire général, lorsqu'il recherchera s'il est possible et souhaitable d'utiliser à ces fins les excédents de produits alimentaires, d'examiner si cette utilisation des excédents de produits alimentaires peut entraîner un déplacement des marchés de ces produits et d'étudier les conséquences qui pourraient en résulter pour la situation économique et financière des pays dont l'économie dépend principalement de l'exportation de produits similaires;

3. Prie le Conseil économique et social d'envisager la possibilité de surseoir jusqu'à sa vingt-cinquième session à l'examen du rapport du Secrétaire général afin d'être en mesure de tenir pleinement compte des discussions et des études techniques d'experts entreprises à la FAO au sujet de la création de réserves nationales de produits alimentaires;

4. Invite les pays membres, tant importateurs qu'exportateurs, à poursuivre leurs consultations par l'intermédiaire des organes compétents créés par la FAO en vue de faciliter la création de réserves nationales de produits alimentaires, en tenant dûment compte des principes de la FAO pour l'écoulement des excédents, notamment de la nécessité d'éviter des atteintes préjudiciables aux systèmes normaux de production et d'échanges internationaux et de faire en sorte que l'utilisation de réserves constituées au moyen d'excédents aboutisse à un véritable accroissement de la consommation conformément à la définition donnée dans les principes de la FAO.

#### Projet de résolution II

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il est souhaitable d'atteindre les objectifs énoncés dans sa résolution 827 (IX) et dans la résolution 621 (XXII) du Conseil économique et social,

/...



Prie le Secrétaire général, en consultation avec la FAO et d'autres institutions, d'examiner l'opportunité de créer un groupe de travail chargé d'étudier les possibilités pratiques de mettre en oeuvre les diverses propositions présentées dans le rapport de la FAO (E/2855), ainsi que les différentes suggestions faites au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale, et de rendre compte au Conseil, au plus tard à sa vingt-quatrième session, afin qu'il prenne les mesures appropriées.

-----